Que cette doctrine ait eu sa part de conséquences désastreuses, c'est une réalité historique; l'une de ces conséquences dont l'importance n'est pas la moindre est celle qui a engendré l'attitude qu'on peut appuyer n'importe qui pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un communiste. C'est ainsi que des dictatures qui s'étaient éloignées des besoins et des aspirations du peuple ont été approuvées et appuyées. Ces régimes ont en retour, par la répression, la mauvaise gestion économique et le rejet de la démocratie, aggravé les tensions et les inégalités sociales qui sont précisément les éléments les plus propices à l'installation du communisme.

Les leçons tirées de cette expérience jonchent l'histoire de l'Amérique latine. Pour le Canada, il s'agit maintenant de tirer parti de l'occasion qui lui est offerte d'encourager la démocratie, de favoriser la prospérité et d'édifier une véritable communauté de nations dans cet hémisphère.

Ces objectifs ambitieux appellent de durs efforts et ce, à partir de la base.

Notre stratégie pour l'Amérique latine comporte de multiples facettes. Le gouvernement a un rôle à jouer, c'est certain. Mais il en va de même du secteur privé et des particuliers canadiens. En effet, nous devons construire un réseau de nouvelles relations et favoriser la compréhension entre de nombreux secteurs.

Un instrument à cet égard est le <u>commerce</u>. Nous organiserons des missions commerciales dans la région pour trouver des domaines susceptibles d'apporter des avantages économiques de part et d'autre - par exemple, l'agriculture, les mines, le pétrole et le gaz, les forêts et les télécommunications.

Un autre instrument est la lutte commune contre la <u>drogue</u>; à ce sujet, nous avons donné à l'organisme colombien de lutte contre la drogue du matériel d'une valeur de 2 millions de \$; nous avons en outre offert une formation spéciale de la GRC ici au Canada.

Un troisième moyen est la question de la <u>dette</u>. En ce domaine, le Canada a accordé des crédits de relais à court terme d'une valeur de plus de 600 millions de \$ à l'Argentine, au Mexique et au Brésil afin de préparer la voie à de nouvelles ententes avec le FMI. Par ailleurs, nous présidons le groupe d'appui de la Guyana et avons engagé 50 millions de \$ sur une période de trois ans pour aider ce pays à établir une base solide pour sa prospérité future.

Un quatrième moyen est le <u>maintien de la paix</u>. Le Canada enverra plus de 100 officiers à l'ONUCA, la force d'observation des Nations Unies en Amérique centrale, et nous sommes prêts à aider à la démobilisation des contras et à la surveillance relative à un cessez-le-feu au Salvador si l'occasion nous en est donnée.

Et le cinquième est <u>l'aide au développement</u> au chapitre duquel le Canada versera la somme de 100 millions de \$ pour la reconstruction de l'Amérique centrale dévastée par tant d'années de conflit.